

## Les Balkans dans les relations internationales

### au XXe siècle.

#### I-Rappels et mises au point; les héritages anciens.

Les Balkans sont un ensemble montagneux qui, au sud, se prolonge en Méditerranée par les péninsules de la Grèce, et, au nord, isole ladite Méditerranée de la plaine du Danube et, plus au nord, des Carpathes. À l'ouest, le système montagneux balkanique se rattache aux Alpes, sans véritable solution de continuité (les cols sont à 1500 m — les montagnes de la côte yougoslave s'appellent d'ailleurs les "Alpes dinariques"). C'est donc une région difficile d'accès, une région-refuge où se sont longtemps conservées des mœurs et des coutumes disparues dans le reste de l'Europe (c'est l'un des thèmes essentiels de l'œuvre de l'écrivain albanais Ismaël Kadaré, né en 1936: voyez notamment *Avril brisé*). D'un point de vue politique et historique, lorsque l'on parle des "Balkans" on englobe dans cette région l'ensemble des territoires des États qui y touchent: la Yougoslavie de 1918 à 1991, y compris les régions de Serbie, de Bosnie et de Croatie situées dans la plaine du Danube, et la Slovénie qui fait partie des Alpes proprement dites; toute la Grèce, même les îles; et même la Roumanie, qui pourtant est entièrement située au nord du Danube: mais c'est justement que ses liens avec les pays balkaniques du bas Danube, comme la Yougoslavie/Serbie (selon les époques) et la Bulgarie, sont très étroites. En revanche la Hongrie, pays danubien mais davantage tournée vers Vienne et vers l'Allemagne, n'est habituellement pas traitée comme un pays balkanique. Cette extension géographique correspond, en gros, à la partie européenne de l'Empire ottoman au XVIIIe et au début du XIXe siècle

Le **peuplement** des Balkans est très divers. Certaines populations sont installées dans la région depuis des millénaires: ce sont les **Grecs** (plus tard, à l'époque hellénistique et romaine, ils ont hellénisé des populations non grecques, en Macédoine et en Épire notamment) et, semble-t-il, les **Albanais**, sur lesquels nous n'avons à vrai dire aucune source pré-médiévale. Grecs et Albanais parlent des langues isolées à l'intérieur de la famille indo-européenne: elles en constituent chacune une branche à elles seules<sup>1</sup>. À l'époque romaine, la région a été partiellement romanisée: dans certaines régions la romanité s'est éteinte depuis (par exemple sur la côte dalmate), dans d'autre elle est moribonde (en Grèce, quelques pasteurs nomades des montagnes utilisent encore des parlers latins); mais en Roumanie ces

---

<sup>1</sup> En fait, les linguistes considèrent qu'il y a deux langues albanaises, mais à l'écrit elles ont été unifiées.

mêmes parlent **latins** ont fini par l'emporter. La région, bien sûr, a été ravagée par les grandes invasions; longtemps les plus spectaculaires, celles des Celtes (dès avant Jésus-Christ) et celles des Germains, Alains, Huns, etc. (à l'époque du bas-Empire en Europe occidentale), n'ont guère laissé de traces; en revanche, dans les derniers siècles de l'Antiquité et durant tout le haut Moyen Âge des populations **slaves**, originaires en gros de l'actuelle Ukraine, ont profité de l'anarchie laissée par les autres envahisseurs pour s'étendre peu à peu vers le sud-est, pacifiquement. Ils forment aujourd'hui la majorité de la population des Balkans: d'ouest en est ils se répartissent *actuellement* (l'adverbe a son importance) en Slovènes, Croates, Bosniaques, Serbes, Macédoniens et Bulgares. Enfin, les Balkans ont été, avec la Russie, la dernière région d'Europe à subir des invasions, en plein Moyen Âge: si celle des Mongols, au XIIIe siècle, n'a pas laissé de traces, celle des **Hongrois**, au Xe siècle, et celle des **Turcs**, qui ont franchi les Détroits vers 1350, ont laissé sur place des populations nombreuses; contrairement à toutes les populations prénommées, ni les uns ni les autres ne parlent des langues indo-européennes. À partir du XVe siècle enfin, les **Gitans** sont venus d'Inde, discrètement; c'est dans les Balkans que ces nomades, Indo-Européens orientaux par la langue, sont le plus nombreux, encore que le racisme général à leur encontre empêche de disposer de chiffres précis. Il y a enfin, depuis le Moyen Âge, des îlots de colons allemands dans la plaine du Danube.

Bien entendu, **la répartition linguistique actuelle n'est pas le reflet direct des invasions successives**: gare à l'ethnisme! De nombreuses populations ont changé de langue, adoptant celle des envahisseurs ou celle des voisins; de nombreux envahisseurs ont adopté la langue de leurs sujets. Ainsi la Grèce est peuplée en bonne partie de descendants de Slaves, de Celtes et de Turcs; la plupart des turcophones des Balkans sont non pas des colons, mais des indigènes qui ont adopté la langue turque en s'islamisant, et en acquérant (ou en conservant grâce à leur conversion) un statut social privilégié. Cela dit, il y a bien eu aussi des **mouvements de population**: ainsi, depuis la fin des invasions, les Roumains et les Albanais sont lentement descendus de leurs refuges montagnards pour coloniser les plaines environnantes, la plaine du Danube dans le premier cas, le Kosovo et les régions environnantes dans le second. Tout ceci fait que dans certaines régions des Balkans, jusqu'à une date récente la situation linguistique était extrêmement complexe: en Macédoine par exemple coexistaient des Slaves, des Grecs, des Albanais, des Gitans, des Turcs... D'où la métaphore culinaire!

À cette diversité culturelle s'ajoute une toute aussi impressionnante **diversité religieuse**. Le **judaïsme** est présent dans la région depuis l'Antiquité (il s'est renforcé à la fin du Moyen Âge avec l'arrivée de populations expulsées d'Espagne, dont certaines parlaient encore espagnol au début du XXe siècle). Le **christianisme** est également d'implantation très

ancienne; mais c'est en pleins Balkans que passe, depuis le XI<sup>e</sup> siècle, la grande frontière entre chrétienté d'Orient (les orthodoxes, tournés vers Byzance jusqu'à ce qu'elle tombât aux mains des Turcs musulmans) et chrétienté d'Occident (catholique, tournée vers Rome, et protestante — mais le protestantisme est marginal dans la région). Cette frontière ne correspond pas à une frontière *culturelle*; elle ne correspond qu'à la frontière *politique* entre Empires romains d'Occident d'Orient (frontière d'ailleurs peu durable: de 395 à 476), en aucun cas à la frontière entre la romanité tardive occidentale (de langue latine) et orientale (de langue grecque): les Roumains latinophones sont orthodoxes. Aujourd'hui elle sépare les Slaves en deux ensembles dont la limite, floue et mouvante, passe quelque part du côté de la Bosnie, et ne correspond à aucune ligne de démarcation linguistique. L'**islam** est arrivé tardivement, sous la forme sunnite, avec les Turcs. Dans la majeure partie des Balkans, des colonies militaires ont implanté l'islam dans les villes, tandis qu'une partie des classes dirigeantes se convertissait; un seul peuple s'est majoritairement converti à l'islam, les Albanais (à 70% — les 30% restants sont pour les deux tiers des catholiques, pour un tiers des orthodoxes). Au Moyen Âge, les Balkans ont servi de refuge à diverses hérésies, chiites extrémistes ou manichéens (parmi les plus connus figurent les Bogomiles, dont les liens semblent avoir été étroits avec les Cahares du sud de la France — une bonne partie ds musulmans de Bosnie seraient, selon certains historiens, d'anciens Bogomiles mal reconvertis, de force, au christianisme).

L'**Histoire médiévale** de la région est fort compliquée; longtemps les Balkans ont été disputés entre l'Empire byzantin, de langue grecque (mais le cœur de l'hellénisme avait déserté la région correspondant à la Grèce ancienne, complètement marginalisée et économiquement déprimée), et différents envahisseurs ou puissances locales, dont les plus importants furent les Empires "bulgares", de 893 à 927 et de 1218 à 1241 — Rome tentait aussi, périodiquement, de reprendre le contrôle des rives orientales de l'Adriatique. La christianisation des Slaves a commencé à la fin du IX<sup>e</sup> siècle, sous l'impulsion de deux moines originaires de la région de Salonique (tout près de Constantinople), Cyrille et Méthode; ils s'intéressèrent davantage aux grands royaumes de l'époque, la Bohême et la Kievie (l'ancêtre de la Russie), mais ils laissèrent un alphabet et une langue liturgique, le slavon ou vieux bulgare. Surtout, la **résistance à l'invasion turque** dura plus d'un siècle et se traduisit, à plusieurs occasions, par l'unification des peuplades locales sous l'autorité d'un homme fort, en "Empires" eux aussi très instables: notamment l'Empire "serbe" d'Étienne Douchan, vers 1350, et la principauté "albanaise" de Skanderbeg (Alexander Bey), de 1443 à 1479. Toutes ces formations politique éphémères n'étaient que des regroupements circonstanciels et instables de fiefs féodaux, sans aucune unité culturelle, mais par la suite leur épopée, et celle de leurs chefs, fut remémorée, mise en poèmes épiques, chantée par les poètes

itinérants qui allaient de village en village, etc.: ces souvenirs jouèrent un rôle essentiel, au XIXe siècle, dans la constitution des différents nationalismes balkaniques, avec ce gros problème que leurs frontières se chevauchaient; leurs chefs devinrent des héros nationaux.

Finalement, les Balkaniques furent progressivement débordés par les Turcs; la date fondamentale à ce propos est celle de la bataille du **champ des Merles (Kosovo polje)**, en 1389. Les Serbes considèrent qu'ils ont joué un rôle essentiel dans cette bataille, les Albanais sont du même avis pour eux-mêmes; l'affaire se complique du fait que la région, qui fut le centre de l'Empire de Douchan et abrite les principaux monastères serbes (plus, au XXe siècle, l'archevêché de Serbie, sis à Pec/Pesa), est devenue de plus en plus majoritairement albanaise depuis le Moyen Âge (on ne connaît pas précisément la répartition de la population en 1389: elle devait déjà être mêlée). Les dernières résistances cessèrent au XVe siècle, sauf sur la côte Adriatique où Venise défendait laborieusement un certain nombre de comptoirs, par exemple Raguse (Dubrovnik) et Cattaro (Kotor), et patronnait une minuscule principauté montagnarde, peuplée de Slaves orthodoxes et à qui les Turcs reconnaissaient l'autonomie: le **Monte Negro** (Crna Gora).

D'un point de vue turc, les Balkans formaient la moitié occidentale de l'Empire à son apogée, aussi importante que l'autre, l'Anatolie (les régions de peuplement arabe furent conquises plus tard, au XVIe siècle, et n'eurent jamais l'importance des Balkans pour l'Empire, dont je rappelle que la capitale était située en Europe). Du point de vue des nationalistes de la région, le "joug turc" se prolongea jusqu'au début du XIXe siècle, alors que les Autrichiens avaient déjà reconquis la plaine hongroise, entre 1686 (le dernier siège de Vienne par les Turcs datait de 1683...) et 1739. Après cette date la frontière se stabilisa pour un siècle et demi, mais la répartition des populations dans ces régions changea, car des deux côtés on y installa, pour défendre la frontière, des colonies de paysans-soldats, essentiellement composées de personnes ayant fui l'autre côté: des Slaves orthodoxes du côté autrichien, dans ce qui est maintenant la Croatie, au milieu des catholiques; des musulmans rapatriés de Hongrie (mais ils se slavisèrent rapidement) du côté ottoman, dans ce qui est maintenant la Bosnie, au milieu des catholiques et des orthodoxes. C'est l'origine de la population extrêmement bigarrée de ces régions, notamment des zones appelées "**krajinas**", ce qui veut tout simplement dire "frontière".

**L'Empire ottoman n'était pas un État-nation** turc. Les Turcs le dominaient, leur langue était la langue de l'administration, mais jusqu'au troisième tiers du XIXe siècle ils ne cherchaient pas à islamiser, à turquifier ni à éliminer les autres peuples; du reste, la classe dominante intégrait de nombreux éléments issus d'autres peuples, comme les fameux janissaires, une garde rapprochée du sultan formée de garçons enlevés à leurs familles dans les Balkans et élevés dans des casernes. Il y eut même toute une dynastie de vizirs albanais, les Köprülü... (Ismaïl Kadaré les évoque dans plusieurs de ses romans, notamment *Le palais*

*des rêves*). En réalité, les Turcs ne géraient même pas leur Empire comme une communauté de peuples, mais comme un espace où coexistaient de nombreuses religions: c'étaient les communautés religieuses, les *milletler*, qui servaient d'interlocuteurs au pouvoir dans les régions non musulmanes. **Les non-musulmans avaient** donc leur place **dans cette société**, mais c'était évidemment **une place subordonnée**: ils étaient astreints notamment au paiement d'un impôt spécial, de nombreuses activités leur étaient interdites. Dans les Balkans, les musulmans (largement turquifiés, et donc localement assimilés à des "Turcs" quelle que fût leur origine et leur culture) constituaient le groupe dominant, tant dans les campagnes où ils concentraient la propriété entre leurs mains, que dans les villes où ils formaient l'essentiel de l'administration et du bazar. Les chrétiens étaient des paysans, méprisés et maltraités. Pour une description saisissante de ces rapports socio-religieux, voyez *Le pont sur la Drina* du romancier yougoslave (serbe de Bosnie) Ivo Andric (1892-1975).

Les choses changèrent brutalement au XIXe siècle. **L'Empire ottoman s'enfonça progressivement dans une décadence irrémédiable** dont les Européens étaient bien décidés à profiter, les Russes pour atteindre les Détroits, les Autrichiens pour bouter le musulman hors d'Europe et dominer tout le bassin du Danube jusqu'à la mer Noire, les Britanniques et les Français pour s'assurer la domination des côtes de la Méditerranée; pour ce faire, ils pouvaient compter sur des relais parmi les chrétiens des Balkans, les Russes sur les orthodoxes, les autres sur les catholiques. Par malheur, ces différentes ambitions étaient contradictoires: ainsi la Grande-Bretagne voulait éviter à tout prix que l'ours russe n'eût des ports en Méditerranée... D'autres facteurs venaient complexifier ce tableau: le retour intellectuel à l'Antiquité qui s'était opéré depuis le XVIe siècle en Occident avait attiré l'attention sur **la Grèce, berceau de la civilisation classique**, dont l'état d'humiliation et de prostration apparaissait comme un scandale; le **romantisme**, qui était en plein essor dans les pays allemands et britanniques, attirait l'attention sur les cultures populaires, sur les langues, sur les racines des peuples; les Balkans, de ce point de vue, constituaient un véritable conservatoire d'archaïsmes fascinants — pour l'instant, vers 1800, les danses folkloriques et les épopées des bardes itinérants ne passionnaient guère que quelques voyageurs occidentaux, mi-savants, mi-touristes; mais leur intérêt n'allait pas tarder à se transmettre à **une partie des élites locales**, qui **se mit à penser non plus en termes de religion mais**, selon les tendances de l'Europe de l'époque, **en termes de nations**. Une nation étant définie par des us et coutumes, un héritage historique et surtout une langue, il allait falloir s'occuper à en donner à celles des Balkans. Les Occidentaux allaient pouvoir aussi jouer sur les nationalismes: les Russes notamment, qui tenaient les Slaves des Balkans pour des "frères de langue": l'idéologie "panslaviste", qui se développa progressivement tout au long du siècle, prétendait réunir tous les Slaves en un seul État, avec évidemment l'Empereur de Moscou à sa tête.

## II-Les héritages récents: les Balkans au XIXe siècle.

En 1804, une révolte éclata dans la région juste au sud de Belgrade, en terre slave sous souveraineté ottomane mais à la frontière autrichienne (de l'autre côté il y avait également des Slaves orthodoxes, qui vivaient en terre chrétienne et encourageaient leurs frères à la révolte); les grands féodaux de la région, qui étaient demeurés orthodoxes, se mirent à sa tête. En 1817, la Sublime Porte dut reconnaître l'autonomie à une principauté relativement peu étendue qui reprit le nom de l'Empire d'Étienne Douchan: la **Serbie**, et commença à se réclamer de son héritage. Le mot "Serbe" n'avait pas disparu de la mémoire collective: dans toute la région, notamment dans la littérature orale, il désignait les populations qui avaient résisté aux Turcs au nom de l'orthodoxie — on l'utilisait dans ce sens jusque dans ce qui est aujourd'hui la Bulgarie occidentale.

En 1821, d'autres révoltes éclatèrent dans le Péloponnèse, région où les Grecs étaient demeurés majoritaires... ce qui n'empêchait que les principaux chefs en étaient des Albanais (orthodoxes) — c'était avant tout une révolte de chrétiens contre le joug musulman. Elles furent écrasées dans le sang, mais il se développa toute une campagne d'opinion en Europe occidentale pour défendre ces "Européens", descendants des Hellènes de l'Antiquité, contre la barbarie turque et musulmane: Byron, Chateaubriand, Delacroix s'y illustrèrent. Les insurgés comprirent quel parti ils pouvaient tirer de ces soutiens, et la révolte s'hellénisa rapidement. Ce fut à cette époque que les Grecs cessèrent de se désigner du terme de "Romaïoi" (c'est-à-dire "Romains", par référence à l'Empire "romain" de Byzance, autrement dit par héritage de l'hellénisme médiéval) pour adopter celui de "Hellenikoi", repris de l'Antiquité. Finalement, les Britanniques, les Français et les Russes intervinrent, écrasèrent les Turcs à la bataille de Navarin (1829) et imposèrent l'indépendance de la **Grèce** — dans des frontières quelque peu étroites, mais à l'intérieur desquelles figurait Athènes, simple village dont le nouveau royaume fit promptement sa capitale: toujours la récupération de l'héritage antique...

Les Roumains s'engouffrèrent dans la brèche: n'étaient-ils pas des Latins, des frères malchanceux des Français? En 1856, à la suite de la guerre de Crimée, deux principautés à population majoritairement latinophone, la Moldavie et la Valachie, obtinrent leur autonomie: deux ans plus tard, à la fureur des Turcs, elles s'unifièrent en une **Roumanie**. Dans les années 1860, l'Église orthodoxe des régions slaves situées à l'est de la Serbie obtint son autonomie par rapport au patriarcat de Constantinople, grâce à une forte pression russe<sup>1</sup> (pour les Russes, c'était un premier pas vers son rattachement au patriarcat de Moscou, et vers l'annexion de ces régions); il apparut un mouvement antiturc dans ces régions, mais autonome par rapport à la

---

<sup>1</sup> Les Serbes en revanche demeuraient rattachés au patriarcat de Constantinople.

Serbie: il se réclamait de l'ancienne **Bulgarie** médiévale. Toutes ces tensions aboutirent à une mêlée générale en 1876-1878 (à la suite d'une tentative des Ottomans pour s'attaquer au Montenegro): Russes et Autrichiens intervinrent. La Turquie, battue, dut signer le **traité de San Stefano** (corrigé quelques mois plus tard par celui de Berlin), par lequel elle acceptait de céder la Bosnie et l'Herzégovine à l'Autriche-Hongrie (qui ne l'annexa officiellement qu'en 1908); accepter l'indépendance de la Serbie et du Montenegro et des extensions territoriales les concernant, ainsi que la Grèce; l'indépendance de droit de la Roumanie et celle, de fait, d'une Bulgarie cependant très réduite par rapport aux ambitions des Russes — cependant, en 1885, elle annexa une "Roumélie orientale" dont l'autonomie avait été proclamée en 1878; mais elle n'atteignait pas la Méditerranée: toute la partie occidentale, autour du grand port de Thessalonique, demeurait ottomane (cette région commençait à être désignée du nom de Macédoine), ainsi que la Thrace et les montagnes albanaises dont personne ne voulait<sup>1</sup>.

C'était la première fois depuis longtemps, en Europe, qu'un grand Empire se dissolvait ainsi en confettis: d'où l'expression de "balkanisation", qui est restée pour ce type de processus. L'unité italienne et l'unité allemande s'étaient faites, au contraire, par le rassemblement en grands États de petites principautés d'origine médiévale... **Aucun des États ou portion d'Etats** qui divisaient la région **n'étaient ethniquement ni religieusement homogène**; dès le XIXe siècle, certains menèrent, à échelle relativement réduite, des politiques que l'on qualifierait aujourd'hui de **purification ethnique** (mais soyez conscients que les Russes faisaient dix fois pire dans le Caucase, et ne parlons pas des Français en Algérie ou en Afrique!<sup>2</sup>): les Albanais de la plaine du Danube furent expulsés ou convertis et slavisés; les Albanais de Grèce subirent le même sort, et surtout les Turcs de Grèce furent soumis à très forte pression pour quitter le pays: en Crète leur proportion passa de 26% de la population à l'annexion de fait de l'île, en 1881, à 11% en 1900 (lorsque l'île fut annexée de droit en 1912 il n'y avait plus que des Grecs). Il s'agissait évidemment de gens dont les ancêtres avaient toujours vécu dans l'île (ils avaient simplement changé de langue et de religion), ou, dans une minorité des cas, s'étaient installés quatre ou cinq siècles auparavant...<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> La Bulgarie proclama son indépendance de droit en 1912.

<sup>2</sup> C'était, par ailleurs, l'époque des premiers massacres d'Arméniens dans l'Empire ottoman.

<sup>3</sup> Ces données aident à comprendre l'intervention turque à Chypre en 1974 (comprendre n'est pas excuser); surtout lorsque l'on sait qu'en 1964, les troupes de l'O.N.U. étaient intervenues pour arrêter des pogromes des Grecs contre la minorité turque (18% de la population de l'île).

Dans toutes ces régions, au milieu du XIXe siècle, un peu plus tôt en Grèce, nettement plus tard en Albanie (région moins contestataire, car musulmane, et où très tard l'identité religieuse "turque" l'emporta encore sur l'identité nationale), des gens, intellectuels ou membres des élites politiques, s'employaient à **donner un contenu aux différentes nations** qui étaient en train d'apparaître. Je voudrais présenter plus en détail l'aspect linguistique de ces problèmes, le seul que je connaisse à peu près; je ne saurais trop insister sur le fait que dans la région, la construction de langues nationales fut un processus en grande partie *postérieur* à l'apparition des entités politiques correspondantes, autonomes ou (plus tard) indépendantes.

En **Grèce**, c'était simple: il suffisait de se référer à l'Antiquité, tout en essayant quand même de se faire comprendre de la population — cela eut quand même des conséquences complexes: des intellectuels créèrent une langue grecque moderne, fondée sur les parler vivants de l'époque, mais cette "langue du peuple" ("démotiki") eut énormément de mal à s'imposer face à la "langue pure" ("katharévoussa"), un calque du grec ancien qui a été longtemps le seul grec employé dans l'administration — jusqu'en 1982! Aujourd'hui encore, les études de droit et de religion ont lieu en katharévoussa. Évidemment, il existe toute une série de niveaux de langue intermédiaires entre démotiki et katharévoussa, On peut même dire que chaque écrivain, chaque journal, chaque courant politique a son propre grec: c'est l'une des grosses difficultés de la langue. En revanche aucun parler régional n'est jamais parvenu à un développement plus qu'embryonnaire, même à Chypre: l'unité de l'hellénisme est un dogme, depuis l'Antiquité. En **Roumanie**, ce n'était pas très compliqué non plus: on créa une langue roumaine à partir des parlers locaux (et d'une maigre tradition écrite, des sermons et des textes juridiques notamment); on y introduisit de nombreux mots latins et français (en revanche on fit la chasse aux emprunts slaves et turcs) et on prit soin de transcrire le tout en caractère latins, bien que la population fût orthodoxe. Cette langue devint celle de l'État roumain et s'imposa peu à peu (N.B. en 1945, après avoir annexé l'est de la Roumanie les Soviétiques tentèrent de forger une "langue moldave" distincte du roumain, mais ce fut un échec complet).

Lorsque les **Albanais** se réveillèrent, vers 1890, ils se heurtèrent à une difficulté: il y avait en fait deux langues albanaises, le guègue au Nord et le tosque au Sud; en réalité, on pourrait très bien considérer qu'il y a deux peuples... Mais les nationalistes étaient si attachés à l'unité des Albanais qu'ils affectèrent de considérer les différences entre guègue et tosque comme de simples variations dialectales, et forgèrent une seule langue écrite<sup>1</sup>. Le problème, c'est que la base de

---

<sup>1</sup> Le congrès qui prit cette décision eut lieu en 1908. Les Albanais décidèrent de romaniser la transcription de leur langue; dans la mesure où certains parlers étaient écrits jusque-là ils l'étaient en alphabet arabe, sauf dans le nord catholique. Les travaux du congrès inspirèrent Mustapha Kemal, qui était de Thessalonique, pour la romanisation du turc, qui eut

cette langue a changé au cours du XXe siècle: ce fut le guègue aux époques où l'Albanie était dirigée par des gens du Nord (l'entre-deux-guerres, en gros); le tosque aux époques où elle était dirigée par des gens du Nord (Enver Hoxha, le dictateur stalinien, était originaire de la frontière grecque). La situation semble actuellement stabilisée au profit du tosque, y compris dans le Kosovo où la Yougoslavie titiste a toujours choisi d'enseigner le même albanais qu'en Albanie, en grande partie parce qu'elle rêvait d'une "réunification" des Albanais... à l'intérieur de ses frontières.

Les problèmes bien plus redoutables encore dans la vaste zone slavophone. Il s'agissait d'un **continuum linguistique**, c'est-à-dire que les parlers locaux se modifiaient très progressivement d'un village, d'une vallée à l'autre, sans qu'il fût possible de tracer des frontières précises entre des "langues". Bien entendu, quand on passait d'un bout à l'autre du domaine linguistique les différences devenaient spectaculaires; sur l'Adriatique, on avait des parlers à tons, à déclinaison, sans articles, qui avaient conservé l'ancien duel et où l'on trouvait beaucoup de mots d'origine allemande et italienne; sur la mer Noire et près de l'Égée on avait des parlers sans tons, sans duel, qui avaient perdu toute trace de déclinaison mais dont certains avaient développé un article, et qui étaient envahis de mots d'origine turque. Mais les frontières entre ces quatre distinctions, les quatre "isoglosses" comme disent les linguistes, ne correspondaient absolument pas! Et j'aurais pu prendre d'autres exemples... Quant aux langues écrites, elles ne pouvaient pas être d'une grande aide: le vieux bulgare était inadapté à toute autre fonction que liturgique; ce qu'on écrivait dans les comptoirs vénitiens de l'Adriatique étaient d'inféconds sabirs portuaires sans prestige.

Dans ces conditions, la gestion du problème linguistique, et donc du problème de l'identité des Slaves des Balkans, fut essentiellement politique. **Serbes** et **Bulgares** ne parvinrent pas, ne cherchèrent même pas vraiment à développer une langue littéraire commune: il y avait deux centres politiques rivaux, Sofia et Belgrade, avec des ambitions rivales sur des régions comme la Macédoine (dont les Serbes considéraient qu'elle parlait des dialectes serbes, et les Bulgares, des dialectes bulgares); il apparut donc deux langues modernes distinctes et deux identités nationales totalement différentes — pourtant toutes deux étaient antiturques et orthodoxes. En revanche, les Serbes parvinrent à convaincre les Slaves du sud des régions environnantes, qui souffraient désormais du joug austro-hongrois et regardaient avec de plus en plus d'espoir vers la Serbie indépendante, d'abandonner leurs efforts pour se doter de langues autonomes: ce fut ainsi qu'il naquit progressivement (la date officielle est 1850, mais ce n'est que celle de la première étape) une langue écrite unifiée que l'on se mit à appeler le **serbo-croate**; elle était fondée sur les parles de la région entre

---

lieu en 1928; et même indirectement, semble-t-il, les linguistes soviétiques dans les années 1920.

Belgrade et Zagreb; même les Monténégrins l'adoptèrent. Seuls les Slaves des Alpes autrichiennes, qui en réalité sont très peu tournés vers les Balkans, choisirent de développer leur propre langue écrite, le **slovène**. Cet effort d'unification linguistique s'inscrivait dans le cadre d'un mouvement "yougoslave": la Serbie se serait bien vue en puissance unificatrice de tous les Slaves des Balkans, y compris éventuellement les Bulgares...

Le problème, c'est que **ce travail d'unification linguistique**, qui eut des résultats réels (aujourd'hui les parlers locaux ont beaucoup reculé face à la langue commune inventée au XIXe siècle), **ne mit pas fin aux clivages et même aux haines interreligieuses**: tandis que les intellectuels libéraux de Zagreb et de Belgrade écrivaient dans la même langue des nouvelles romantiques inspirées des littératures ouest-occidentales et sans prise réelle sur la réalité locale, les paysans slaves orthodoxes (qu'on appelait de plus en plus les Serbes, même hors de Serbie, sauf en Bulgarie) et catholiques (qu'on appelait de plus en plus les Croates) se haïssaient toujours autant. Ils ne s'entendaient que pour détester les musulmans, qu'on appelait les Turcs même si la plupart parlaient serbo-croate, et dont le statut social s'était effondré avec les indépendances. Il y avait bel et bien trois communautés, et il risquait d'être très difficile de bâtir une seule nation à partir de cet ensemble.

De manière plus générale, **dans la définition des nations balkaniques en formation s'entremêlaient inextricablement des éléments linguistiques** (en grande partie artificiels et de création récente, comme on vient de le voir), **des éléments historiques** (chaque nation reconstruisit l'Histoire de la région comme cela l'arrangeait), **des éléments religieux**, etc. Ainsi les Grecs affectaient, et certains d'entre eux affectent encore aujourd'hui de considérer tous les habitants orthodoxes de l'Albanie comme des Grecs, au prétexte que les Albanais sont "un peuple musulman" et que ces diocèses sont rattachés au patriarcat de Constantinople; par ailleurs, la minorité hellénophone d'Albanie est entièrement orthodoxe, mais le contraire n'est pas vrai — encore que certains Grecs considèrent que les orthodoxes albanophones d'Albanie sont des Grecs albanisés, qu'il faut faire revenir, de gré ou de force, à leur hellénité originelle (dans ce type de représentation les Albanais ne sont pas des indigènes mais des envahisseurs venus du nord avec les Slaves, ce que l'on nie énergiquement en Albanie). Tout ceci explique que la Grèce prétend qu'il existe 400.000 "Grecs d'Albanie" alors que l'Albanie, qui compte en fonction de la langue (et considère tous les bilingues comme des Albanais), en reconnaît seulement 40.000. Un autre bel exemple de ces complications est constituée par la Macédoine. La Grèce la considérait comme grecque au nom de l'Histoire antique, la Bulgarie comme bulgare au nom d'arguments linguistiques concernant la majorité slavophone de la population; la Serbie, toujours avec des arguments linguistiques (elle mettait en évidence d'autres isoglosses que les Bulgares), défendait l'existence d'une ethnie "slave de Macédoine" distincte

des Bulgares comme des Serbes, ce qui ne l'empêcha pas, lorsqu'elle eut annexé le tiers nord-ouest de la région, de le serbiser énergiquement.

### **III-Le XXe siècle (jusqu'en 1980).**

La grande bataille pour les Balkans reprit en 1912, mais dans un contexte nouveau, très dangereux pour l'Europe: depuis 1882 **les grandes puissances avaient pris l'habitude de signer entre elles des traités d'alliances contraignants**, qui, en se multipliant, menaçaient de transformer toute crise bilatérale en conflit européen. Or **chacune d'entre elles ou presque "patronnait" un ou plusieurs des petits États des Balkans**: la Russie avait pour clientes la Serbie et la Bulgarie; la Grande-Bretagne, la Grèce; l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, l'Empire ottoman — l'enjeu essentiel étant les Détroits, que la Russie et les Puissances centrales rêvaient d'atteindre, et que la Grande-Bretagne voulait laisser libres. La France, qui avait moins d'intérêts cruciaux dans la région, entretenait des amitiés en Serbie et surtout en Roumanie; l'Italie, nouvelle venue, incluait une bonne partie de la côte adriatique parmi les "terres irrédentes" qu'elle réclamait pour prix d'une alliance. Par ailleurs, depuis la Révolution jeune-turque de 1908, **l'Empire ottoman**, suivant avec retard les évolutions européennes, **était en train de se transformer rapidement en un État-nation turc**, décidé à assimiler les populations minoritaires de gré ou de force, quitte à éliminer celles qui ne se laisseraient pas faire. De ce fait, **la tension grandissait** dans les régions européennes demeurées ottomanes, où les guérillas se multipliaient. La situation était encore compliquée par la rivalité de la Grèce, de la Serbie et de la Bulgarie pour la Macédoine.

Patronnés par les Britanniques et les Russes, dont les convergences d'intérêts à l'échelle continentale (contre l'Allemagne) l'emportait alors (provisoirement) sur la rivalité dans les Balkans, les **États balkaniques** parvinrent à s'entendre et **attaquèrent les Turcs en octobre 1912**; ce fut la première guerre balkanique. La Sublime Porte fut incapable de réagir, mais au début de l'année suivante, la Bulgarie étant devenue trop puissante au goût de ses "alliées", ils se retournèrent contre elle: ce fut la seconde guerre balkanique. La Serbie, qui avait doublé sa superficie, et la Grèce, qui l'avait beaucoup augmentée aussi, récupérèrent l'essentiel de la Macédoine; désormais la Serbie et le Montenegro avaient une frontière commune, ce qui coupait à l'Autriche-Hongrie la route de Salonique et d'Istanbul par le sandjak de Novi-Pazar. La Turquie ne conservait en Europe que les environs immédiats d'Istanbul. Des régions qui demeuraient isolées à l'ouest et dont personne ne voulait, on fit une Albanie (réduite au minimum: seuls la moitié des Albanais y vivaient), qui ne parvint pas à réellement exister avant les années 1920, tandis que l'Italie, qui rêvait d'un Empire colonial

circumméditerranéen, annexait les îles du Dodécanèse. Les Austro-Hongrois et les Bulgares étaient furieux; cependant que les Grecs rêvaient de récupérer la Thrace (passée pour l'essentiel à la Bulgarie), Smyrne et sa région (sur la côte anatolienne, peuplée en partie de Grecs) et même, peut-être, l'ancienne Constantinople. **Au printemps 1914, une nouvelle guerre gréco-turque était aussi probable qu'une guerre serbo-autrichienne**, et elle aurait sans doute abouti au même résultat que le conflit austro-serbe provoqué par l'assassinat du prince héritier François-Joseph, le 28 juin à Sarajevo (ville peuplée de Slaves du sud, annexée par l'Autriche-Hongrie en 1908) par un nationaliste serbe: pour défendre la Serbie, la Russie mobilisa, et par le jeu des alliances en un mois le conflit devint européen.

Dans la première guerre mondiale, la Serbie était du côté de l'Alliance, c'est-à-dire de la Russie, de la France et de la Grande-Bretagne (plus l'Italie, qui changea d'alliance en 1915, à la suite de sordides marchandages concernant les "terres irrédentes", situées pour la plupart en Autriche-Hongrie). En 1916, la Roumanie rejoignit l'Alliance, mais elle se fit écraser en quelques mois. La Bulgarie en revanche combattait du côté des Empires centraux, c'est-à-dire de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de l'Empire ottoman. La Grèce maintint une neutralité très favorable à l'Entente, tandis que l'Albanie était traversée en tous sens par les armées belligérantes.

En **1919**, ceux qui avaient choisi le bon camp furent récompensés, mais le nouveau tracé des frontières n'aboutit qu'à multiplier les frustrations: en particulier, pratiquement chaque pays avait sur son territoire des minorités "ethniques" (en réalité, linguistiques ou religieuses, ou les deux) revendiquées par les voisins. Dès le début, ils furent peu enclins à en respecter les droits; l'effondrement de toutes les démocraties de la région et leur remplacement, à des dates diverses, par des régimes autoritaires de droite, n'arrangea rien. La **Roumanie** annexa d'immenses régions de Hongrie, certaines à majorité roumaine, d'autres à majorité hongroise, ainsi qu'une bande de territoire russe où les Roumains étaient légèrement majoritaires. La Hongrie n'accepta jamais les nouvelles frontières. La **Grèce** reçut la Thrace bulgare; cette région et la Macédoine furent vidées de leur population turque et d'une partie de leur population slave; à la place, on y installa des Grecs réfugiés de la nouvelle Turquie (le gros des échanges de population eut lieu en 1923).

Surtout, la Serbie, sous le nouveau nom de "Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes" (à partir de 1929, on utilisa officiellement le terme plus court de "**Yugoslavie**"), doubla de nouveau sa superficie en annexant le Montenegro et l'ensemble des régions à majorité slave de l'ancienne Autriche-Hongrie, à l'exception de celles, l'Istrie notamment, que l'on attribua à l'Italie, autre puissance victorieuse — mais elle était furieuse de ce partage où elle estimait avoir été lésée; elle se consola en faisant de l'Albanie un protectorat, avant de

l'annexer en 1939. La pomme de discorde macédonienne avec la Bulgarie demeurait: dans l'entre-deux-guerres, la Bulgarie entretenait une guérilla irrédentiste en Macédoine serbe. De plus, une partie des Slaves du sud catholiques supportaient difficilement d'être intégrés, au nom de l'idéologie "yougoslave", à un royaume héritier de la Serbie et dominé par les orthodoxes. Une identité "croate", distincte de l'identité serbe par la religion et l'héritage historique mais pas par la langue, fit ou refit surface (cet ethnonyme était emprunté à une très brève entité politique qui avait existé au Xe siècle; il avait déjà été utilisé au XIXe siècle en Autriche, en concurrence avec celui d'"Illyriens"<sup>1</sup>): il y eut des attentats (menés par les terroristes "oustachis"), de la guérilla. Finalement, en 1939 la Yougoslavie dut accorder l'autonomie aux régions peuplées de Croates (élargies à une partie de ce qui est aujourd'hui la Bosnie-Herzégovine). En revanche les musulmans de Yougoslavie, prostrés par la catastrophe qui s'était abattue sur eux depuis un demi-siècle, se tenaient tranquilles. Ceux qui étaient de langue slave étaient revendiqués comme des Serbes par les Serbes et comme des Croates par les croates — ils n'avaient eux-même aucun ethnonyme pour se distinguer, puisqu'à l'époque ottomane il était évident pour tous qu'ils étaient... des Turcs (l'on donnait alors ce nom à tous les musulmans des Balkans).

D'un point de vue géopolitique, la Russie avait disparu du "grand jeu" balkanique; la Turquie et l'Autriche-Hongrie aussi. La Grèce était un semi-protectorat britannique, la Roumanie et la Yougoslavie étaient des clientes de la France (voyez le cours sur la France, chapitres 11 et 12, pour le détail des traités d'alliance), tandis que la Hongrie et la Bulgarie remâchaient leurs malheurs dans la solitude. Dans l'ensemble, **l'intérêt géostratégique de cette région du monde diminue notablement**, d'autant que les espoirs que l'on avait fondé sur ces pays en matière de développement économique furent déçus. Il y avait bien les pétroles de Roumanie, mais les matières premières énergétiques n'avaient pas encore le caractère crucial pour les économies européennes qu'elles acquièrent après 1945; et la nécessité d'avoir des alliés face à l'éventualité d'un ressurgissement d'une grande Allemagne agressive, mais ceux-ci furent de peu d'utilité dans la première phase du second conflit mondial, en 1939-1940.

En juin 1940, la **réorganisation des Balkans** commença par le dépeçage de la Roumanie: la Hongrie annexa la Transylvanie et l'U.R.S.S., la Bessarabie, région qui avait été russe avant 1917 et qui fut rebaptisée Moldavie. L'Italie, désireuse d'arrondir son Empire, attaqua la Grèce en octobre 1940 à partir de l'Albanie; mais les Grecs résistèrent mieux que prévu, et en avril 1941 l'Allemagne dut intervenir, bousculant la Yougoslavie au passage;

---

<sup>1</sup> Également revendiqué par certains Albanais, "Albanie " est une désignation médiévale. Pour les croates, il y avait référence à une entité géographique; pour les Albanais, à un peuple de l'Antiquité.

début juin, toute résistance des armées grecque et yougoslave avait cessé, mais cette brève campagne eut pour effet de retarder de quelques semaines décisives l'offensive contre l'U.R.S.S., à laquelle la Roumanie s'associa. Tandis que la Bulgarie, alliée des forces de l'Axe, récupérait la Thrace et la plus grande partie de la Macédoine yougoslave (c'était la vengeance des vaincus de 1918), et que le Montenegro redevenait indépendant, il apparaissait une grande Croatie élargie à l'ensemble des régions de peuplement mêlé qui correspondent à l'actuelle Bosnie-Herzégovine. Elle était aux mains des oustachis, qui établirent un régime pro-nazi et entreprirent à la fois de massacrer les Serbes et de convaincre les musulmans qu'ils étaient "la fleur de la nation croate". L'Italie ayant annexé le Kosovo à ses possessions albanaises, ne restait de l'ancienne Yougoslavie qu'une Serbie croupion, durement occupée par les nazis. La plupart des communautés juives des Balkans disparurent dans la cette tourmente.

Les événements de Yougoslavie sont susceptibles de deux interprétations différentes: pour l'historiographie "yougoslaviste", essentiellement représentée sur place après-guerre par les partisans du régime titiste mais bien plus largement répandue en Europe occidentale que parmi les seuls communistes et compagnons de route, ainsi que pour l'historiographie nationaliste serbe, une petite minorité de nationalistes fascistes aurait imposé le dépeçage du pays en complicité avec l'Allemagne; pour les historiographies nationalistes non serbes, la Yougoslavie, création artificielle au service des seuls Serbes, aurait éclaté à la première occasions, les réalités ayant pris le dessus sur l'idéologie yougoslaviste "artificielle" et sur les volontés des grandes puissances (ces historiographies traitent la Yougoslavie de l'entre-deux-guerres comme une création de Clemenceau et une vassale de la France). L'observateur français non spécialiste ne peut se défendre de l'impression que les deux points de vue sont, hélas, non pas opposés mais compatibles, voie complémentaires.

La **Résistance** fut microscopique en Roumanie et en Bulgarie (elle fournit cependant une partie des cadres des régimes d'après-guerre, mais ils furent éliminés lors des purges staliniennes au profit d'équipes venues dans les valises de l'Armée rouge, donc dépourvues de légitimité et plus malléables). En revanche elle fut importante en Grèce, en Albanie et en Yougoslavie. Dans ces trois pays elle revêtit un double caractère: une partie des résistants étaient des communistes, d'autres étaient des nationalistes ("royalistes", puisque les trois pays avaient été des monarchies avant la guerre). En Yougoslavie, les résistants nationalistes, les *tchetniki*, étaient plutôt pro-serbes, cependant que les communistes étaient dirigés par Tito (Josip Broz, 1892-1980), dont le père était croate et la mère slovène; ils recrutaient parmi toutes les communautés de Yougoslavie, et étaient décidés à reconstruire les Balkans sur une base de classe et non sur les bases issus des nationalismes du XIXe siècle, qui avaient fait tant de mal. En Albanie et en Yougoslavie, les communistes prirent le dessus sur les nationalistes

à partir de 1943, au prix d'atroces violences; ils furent les seuls résistants de toute l'Europe à libérer leur pays tout seuls, sans l'aide des Américains ni des Soviétiques. Il y eut même, en Yougoslavie, quelque chose qui ressembla d'assez près à une course de vitesse entre les Soviétiques et les partisans titistes pour la prise de Belgrade et la légitimité liée à cet événement; les titistes l'emportèrent. En Grèce, en revanche, en octobre 1944 la Grande-Bretagne décida d'intervenir pour empêcher que les communistes ne prissent le pouvoir: grâce à son aide, puis à celle des Américains à partir de mars 1947, les royalistes remportèrent la guerre civile, qui dura jusqu'à l'été 1949.

On rétablit les frontières de 1939, à deux exceptions près: la Roumanie perdit définitivement la Moldavie et l'Italie perdit le Dodécanèse, l'Istrie et les enclaves sur la côte croate. Malheur aux vaincus! Dans les années 1940, les Soviétiques caressèrent un moment le projet d'une grande fédération des peuples balkaniques, sorte de réplique méridionale de l'U.R.S.S. qui aurait mis fin aux disputes interethniques; mais ils préférèrent diviser pour régner, et surtout une telle fédération serait presque certainement tombée entre les mains de Tito, qui se brouilla avec Staline en 1948. Tito, lui, rêva un certain temps de faire de l'Albanie la septième République fédérée yougoslave; mais le dictateur albanais, Enver Hoxha, ne se laissa pas renverser.

**La frontière entre les deux blocs passait au milieu des Balkans:** seule la Grèce demeurait dans le camp occidental, mais c'était essentiel car elle maîtrisait l'essentiel des côtes d'accès point trop malaisé — celles de Yougoslavie et d'Albanie sont trop escarpées, et le passage de l'Adriatique à la Méditerranée par le détroit d'Otrante est aisément contrôlable depuis l'Italie. Cependant, par Bulgarie interposée, les Soviétiques étaient à cinquante kilomètres de la Méditerranée, en Thrace: pour cette raison, **les Balkans retrouvèrent une partie de l'intérêt géostratégique qui avait été le leur avant 1917** — une partie seulement, et surtout au début de la période<sup>1</sup>: par la suite, la Méditerranée perdit rapidement de son importance au profit de l'Atlantique et du Pacifique, et même en Méditerranée l'intérêt se porta davantage vers le Moyen-Orient, son pétrole et ses conflits bien plus brûlants que ceux des Balkans, gelés par la guerre froide. Seule la Grande-Bretagne s'obstina à maintenir quelques positions en Grèce, jusqu'à l'entrée de ce pays dans l'Union européenne en 1981, qui lui permit de se rapprocher de la France et de l'Allemagne<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Ce fut quand même à l'occasion d'un discours sur la Grèce (et la Turquie) qu'en mars 1947 Truman énonça sa fameuse doctrine du *containment*.

<sup>2</sup> Entre-temps, la Grèce avait connu, entre autres épisodes douloureux, la cruelle dictature dite "des colonels", qui dura d'avril 1967 à juillet 1974. Ce régime mit fin à la monarchie en juin 1973 (le roi Constantin était en exil depuis la fin 1967) et s'effondra à la

La situation géostratégique des Balkans vint se compliquer, à partir de 1948, par la **dissidence yougoslave**, puis, à partir de 1960, par la **dissidence albanaise**. Sur ces deux points, voyez le cours sur l'U.R.S.S., au chapitre 6. Il n'y avait plus deux camps nettement tranchés dans les Balkans (à vrai dire, cette situation n'avait duré que quelques mois), mais, entre la Bulgarie satellisée par l'U.R.S.S. (il fut question, dans les années 1970, d'en faire une seizième République socialiste soviétique) et la Grèce pro-occidentale, toute une gamme de dissidences: celle, précoce et spectaculaire, de la Yougoslavie, dont Tito eut l'habileté de faire, surtout à partir des années 1960, un pays plus présentable que la plupart des pays de l'est, ce qui lui valut une popularité excessive dans le tiers-monde et dans une partie de la gauche ouest-européenne, fascinée par la doctrine titiste, d'inspiration très proudhonienne (quoique officiellement marxiste), de l'"autogestion"; celle, plus tardive, plus radicale, mais guère présentable, de l'Albanie d'Enver Hoxha, qui se proclama maoïste jusqu'en 1978, puis refusa de suivre Deng Xiaoping sur la voie des réformes et s'enferma dans l'isolement et la paranoïa; et même, à partir des années 1960, celle de **la Roumanie** de Nicolae Ceaucescu, qui sans jamais rompre avec l'U..R.S.S., **prit progressivement des distances avec le "grand frère"** et, sans renoncer à une gestion stalinienne de l'économie et de la société, se lança dans une nauséabonde entreprise de récupération du nationalisme local. Sur ce dernier point, voyez, outre le cours sur l'U.R.S.S., celui sur la France, au chapitre 16.

Les **problèmes ethniques** brûlants depuis un siècle semblaient avoir été résolus: on n'en entendait plus guère parler. Les événements des années 1990 ont montré que ce n'était qu'illusion: la marmite balkanique continuait à bouillir sous le couvercle du communisme; à partir de 1980, avec l'aggravation des problèmes économiques, ledit couvercle commença à se fissurer. Les Allemands avaient été expulsés de toute la région, sauf de Roumanie, en 1945. En Grèce, les minorités avaient été expulsées, à l'exception de quelques Turcs en Thrace (on leur refuse cette appellation: officiellement ce sont des "Turcs musulmans") et de quelques slavophones en Macédoine. En Bulgarie et en Roumanie les minorités locales (turque et hongroise respectivement — 10% de la population dans les deux cas) étaient calmes: elles jouissaient de droits limités, mais certainement plus importants que dans l'entre-deux-guerres.

Même **la Yougoslavie semblait avoir réglé le douloureux problème des nationalités**. Elle avait été réorganisée par Tito sur une base fédérale, avec la volonté d'affaiblir le plus possible la domination des Serbes, qui représentaient à peu près la moitié

---

suite du désastre de Chypre: à la suite d'une tentative grecque d'annexion de cette île, ancienne possession britannique (depuis 1878) indépendante depuis août 1960, peuplée de 82% de Grecs et de 18% de Turcs et en proie à des violences interethniques depuis les années 1960 (l'O.N.U. avait envoyé des casques bleus en 1963 pour protéger les Turcs), l'armée turque intervint, occupa le nord de l'île (40% du territoire), en chassa tous les Grecs. Plus tard, en novembre 1983, une "République turque du nord de Chypre" a été proclamée; elle n'est reconnue que par la Turquie dont elle constitue un protectorat.

des Yougoslaves, afin de préserver un équilibre. La situation que je vais décrire, passablement embrouillée (c'était largement volontaire: diviser pour régner!) est celle qui fut en vigueur de 1974, date de l'adoption d'une nouvelle Constitution, à 1991. Il y avait six Républiques fédérées: quatre portaient le nom d'une ethnie (la Serbie, la Croatie — toutes deux de langue serbo-croate —, la Slovénie et la Macédoine — on avait créé de toutes pièces, après 1945, une langue littéraire macédonienne à la fois distincte du bulgare, pour faire pièce aux revendications de la Bulgarie, et du serbe, pour affaiblir la Serbie en lui confisquant sa partie sud); la cinquième, le Montenegro, peuplée comme la Serbie de Slaves orthodoxes de langue serbo-croate, était l'héritière d'un vieux royaume à la personnalité historique affirmée; la sixième, la Bosnie-Herzégovine, reprenait le nom de l'ancienne province ottomane phagocytée par l'Autriche-Hongrie entre 1878 et 1908. À l'intérieur de la République de Serbie il y avait deux régions autonomes, dotées d'une autonomie presque complète (il ne leur manquait que le droit de sécession): la Voïvodine, au nord de Belgrade, là où vivait une minorité hongroise (mais les Serbes y étaient majoritaires); le Kosovo, dans les régions massivement albanophones. Ce que compliquait beaucoup le tableau, c'était qu'aucune de ces Républiques n'était ethniquement homogène, sauf la Slovénie: la nationalité, indiquée sur le passeport, ne correspondait pas toujours avec le lieu de résidence. En Croatie il y avait de nombreux Serbes, en Macédoine un tiers d'Albanais, en Serbie des Albanais et des Hongrois (dans les régions autonomes), cependant que les "Monténégrins" étaient des Serbes qui n'avaient pas le droit de se définir comme tels. En Bosnie-Herzégovine se mêlaient inextricablement les Serbes, les Croates et les musulmans, dont on avait décidé en 1967 qu'ils formaient une "nationalité" à part, les Musulmans (avec une majuscule), de langue serbo-croate bien entendu. Ajoutons que les musulmans de Serbie étaient comptés comme des Serbes... Enfin, dans les années 1960 et 1970 d'assez nombreux Yougoslaves, issus de mariages mixtes ou "yougoslavistes" convaincus, refusèrent de s'identifier par l'un ou l'autre de ces ethnonymes, dont certains étaient totalement artificiels, et, avec la bénédiction des autorités, se déclarèrent simplement "yougoslaves"<sup>1</sup>. Une nouvelle nation, unitaire, semblait en train de naître.

Il y eut pourtant des crises graves, notamment le "printemps croate" de 1971; mais Tito reprit promptement le pays en mains.

#### **IV-Depuis 1980.**

---

<sup>1</sup> Alors qu'en U.R.S.S., les recensements n'offrirent jamais la possibilité de se déclarer simplement "soviétique".

Tito mourut en 1980; aucune autre figure d'autorité ne vint le remplacer. Dans les années 1980, les économies des pays communistes entrèrent progressivement en crise, pour des raisons semblables à celles que j'expose pour l'U.R.S.S, au chapitre 4 du cours sur ce pays; la crise fut plus précoce et sans doute sinon plus violente, du moins plus durement ressentie en Yougoslavie parce que ce pays était plus ouvert à l'Occident (en particulier parce que Tito avait autorisé une importante émigration en Allemagne) et parce qu'il y régnait un peu plus de liberté d'expression. La crise économique finit par emporter les régimes communistes roumain et bulgare en novembre-décembre 1989, dans la foulée de la chute du mur de Berlin, puis le régime albanais en 1990 (Enver Hoxha était mort en avril 1985); je traiterai en détail plus bas le cas yougoslave. À partir du moment où elle devint patente, vers 1987 ou 1989 selon les pays (les mêmes dates en gros qu'en U.R.S.S.), elle eut pour effet de réveiller non pas des antagonismes sociaux (les vieilles distinctions de classes avaient été liquidées par le communisme, en revanche les nouvelles couches dirigeantes, les *nomenklaturas*, surent parfaitement s'adapter aux nouvelles situations et ne furent pas menacées) mais tous les autres clivages, notamment les clivages nationaux. Cela, aucun analyste ne l'avait prévu, même en 1985: c'est l'un des plus beaux cas de défaut collectif de réflexion du XXe siècle. Les communistes prétendaient qu'ils avaient réglé le problème national, et étouffaient toute contestation: donc, pour les analystes occidentaux, le problème national n'existait plus. Cela paraissait une problématique tellement archaïque! D'où des réactions de désarroi, d'incompréhension, lorsque la réalité reprit le dessus (vers 1990, le président Mitterrand parla de "tribus" à propos des nations de Yougoslavie): on avait l'impression d'avoir régressé au XIXe siècle.

En **Bulgarie** et en **Roumanie**, les communistes aux abois tentèrent de jouer sur la corde nationaliste à la fin des années 1980. En Roumanie, où le régime en était à expliquer à la radio les bienfaits d'une diète sévère, tandis qu'il poursuivait impitoyablement une politique de destruction du vieux Bucarest pour la remplacer par des monuments et avenues pharaoniques à la gloire du "Danube de la Pensée", et des villages roumains dans le but de les remplacer par des "agrovilles" à la Khrouchtchev, les leaders de la minorité hongroise eurent des ennuis croissants; du reste la fameuse révolution manipulée de décembre 1989 commença dans une ville à fort peuplement hongrois, Timisoara/Temesvar, où le régime harcelait un pasteur courageux. En Bulgarie, à la même époque, il y eut toute une campagne de bulgarisation forcée de noms turcs; deux cents à trois cent mille Turcs de Bulgarie se réfugièrent en Turquie. Dans l'un et l'autre cas, ces persécutions cessèrent avec la chute du communisme, et les régimes plus ou moins démocratiques qui lui ont succédé sont parvenus à trouver, plus ou moins laborieusement, un *modus vivendi* avec leurs minorités. En Roumanie, à l'heure actuelle (février 2000), le parti de la minorité hongroise fait partie de la coalition au pouvoir; mais il demeure une extrême-droite nationaliste assez puissante, et dans les régions de peuplement mixte on continue à s'empêcher autour de statues (tel monarque est-il

hongrois ou roumain?), de fouilles archéologiques (qui sont les premiers habitants de la région?) ou d'enseignement (les Hongrois réclament une université magyarophone à Cluj). Tout ceci n'a jamais dégénéré; on ne peut en dire autant des disputes entre Yougoslaves.

Dans la seconde moitié des années 1980, dans la plupart des Républiques fédérées de **Yugoslavie**, des membres de l'*establishment* communiste local commencèrent à changer de discours et à se tourner de plus en plus ouvertement vers le nationalisme. Le processus commença en Serbie, où l'état d'urgence avait été proclamé au Kosovo en 1981 à la suite de manifestations pour que cette région autonome devînt une République fédérée à part entière. Ce fut en 1987 que Slobodan **Milosevic** devint premier secrétaire de la L.C.Y. pour la République de Serbie; la même année, commencèrent à circuler dans les milieux intellectuels serbes des textes qui attribuaient la crise que traversait la Serbie au système yougoslave, lequel aurait été dessiné par Tito pour affaiblir les Serbes. Il fallait notamment mettre fin aux "humiliations" subies au Kosovo (on accusait les Albanais d'en chasser insidieusement les Serbes) et refaire l'unité des Serbes, répartis sur au moins quatre des Républiques fédérées (Serbie, Croatie, Bosnie et Herzégovine, Montenegro): selon le slogan des nationalistes, "seule l'union sauve les Serbes" (en abrégé et en cyrillique cela s'écrit: C.C.C.C.). M. Milosevic puisa dans ces textes une part croissante de son inspiration, parallèlement à d'autres thèmes plus classiquement démagogiques comme la lutte contre la corruption et la bureaucratie. Les meetings nationalistes se multiplièrent. Une grande campagne au sujet du Kosovo culmina en une immense manifestation qui rassembla un million de Serbes sur le Champ des Merles, pour le six centième anniversaire de la bataille, en juin 1989. La même année, une réforme de la Constitution yougoslave supprima l'autonomie du Kosovo et y imposa un véritable régime d'apartheid: tous les travailleurs albanais du secteur public, et ils étaient nombreux dans cette économie collectiviste, furent renvoyés; l'enseignement en albanais fut supprimé, les Albanais furent obligés de créer de toutes pièces un système d'enseignement parallèle, qui fonctionnait sans moyens, dans des locaux privés.

En **Croatie**, le même type de phénomène se produisit, avec un peu plus de démocratie à l'échelle locale et régionale et sans les scènes d'hystérie serbes, autour de la personnalité de Franjo Tudjman, un ancien général de l'armée yougoslave; lui aussi voulait rassembler tous les Croates, y compris ceux de Bosnie-Herzégovine (l'Herzégovine est une région de peuplement essentiellement croate). En revanche, en **Slovénie**, République plus riche et davantage tournée vers l'Europe centrale et occidentale, les communistes locaux se reconvertirent plutôt en réformateurs démocrates. Tout ceci aboutit à un blocage progressif de toutes les institutions yougoslaves en 1989-1990: la L.C.Y. éclata, les élections amenèrent au pouvoir des équipes sécessionnistes en Croatie et en Slovénie, des partisans de la "grande Serbie" en Serbie (Milosevic était devenu président de la Serbie en 1989). La déliquescence de l'État yougoslave fut consommée en mai 1991, lorsqu'il se révéla impossible de désigner un

Président (par consensus entre les dirigeants des Républiques, comme c'était le cas depuis la mort de Tito).

En septembre 1990, les Serbes d'une région de Croatie où ils étaient majoritaires prirent les armes, encouragés par Milosevic. La rébellion fit tache d'huile; surtout, l'armée fédérale, censée s'interposer, encourageait les Serbes — elle avait été fermement reprise en mains par Milosevic, et les officiers supérieurs non serbes l'avaient quittée pour les embryons d'armées croate, slovène, macédonienne, etc., qui étaient en train d'apparaître. Dans ces conditions, **la Croatie et la Slovénie proclamèrent leur indépendance en juin 1991**, après des référendums. **Les grandes puissances, européennes notamment, reconnurent non seulement l'indépendance de ces deux Républiques** mais celle des deux autres Républiques fédérées qui refusaient de s'associer au pacte fondateur d'une nouvelle Yougoslavie: la Macédoine, qui parvint à rester à l'écart des conflits armés<sup>1</sup>, et la Bosnie-Herzégovine. Cette quadruple reconnaissance, à laquelle l'Allemagne avait poussé, bousculant la France<sup>2</sup>, a été beaucoup critiquée; mais ne pas s'y livrer, ç'eût été sans doute entériner la naissance dans le sang d'une "grande Serbie" étendue à peu près à toute la Yougoslavie. En revanche, le principe du respect des frontières des Républiques yougoslaves pose un vrai problème: elles ne correspondent pas à celles des nations, et en Europe contemporaine les États multinationaux n'ont jamais bien fonctionné (méfiez-vous à ce sujet des mythes concernant l'Autriche-hongrie!). Il est vrai que, les populations étant très imbriquées les unes aux autres, il eût été extrêmement compliqué de tracer de nouvelles frontières, et encore eût-il fallu faire respecter ces décisions; malheureusement, la portée de cet argument me semble très réduite par le fait que de nouvelles frontières entre les peuples de Yougoslavie ont été tracées quand même au cours des conflits des années 1990: elles ne sont pas reconnues internationalement,

---

<sup>1</sup> Elle eut tout de même de sérieux problèmes avec la Grèce, où une crise d'hystérie nationaliste se déclencha: les Grecs refusaient au nouvel État le droit de porter le nom, pour eux exclusivement grec, de Macédoine, et d'arborer sur leur drapeau le soleil de Vergina, l'emblème de la monarchie macédonienne antique. L'affaire eut de sérieuses conséquences économiques, car la Macédoine fut à deux doigts d'être étranglée par le blocus des voies de communication vers Thessalonique, son seul débouché maritime commode. Les diplomates finirent par trouver une solution (la Macédoine s'appelle officiellement "F.Y.R.O.M.", c'est-à-dire "*Former Yugoslavian Republic of Macedonia*", et elle est censée n'arborer aucun drapeau à l'extérieur de ses frontières; par ailleurs, l'U.E. rappela les Grecs à l'ordre, et l'O.T.A.N. laissa le "pitt-bull turc" grogner un peu plus fort qu'à l'habitude, ce qui calma Athènes.

<sup>2</sup> La France était traditionnellement attachée à une Yougoslavie unie et forte, et sensible à la cause serbe: les souvenirs de la fraternité d'armes avec la Serbie durant la première guerre mondiale, puis des alliances de l'entre-deux-guerres, et des souffrances infligées par les oustachis croates durant le second conflit mondial, pesaient lourd dans la mentalité d'un homme comme François Mitterrand, né l'année de la bataille de Verdun. L'Allemagne au contraire est très sensible à la cause des nations, au sens culturel du terme; pour des raisons symétriques à celles exposées ci-dessus, elle n'a guère d'affection pour les Serbes: en 1918, la Serbie avait été l'un des principaux bénéficiaires du démembrement de l'Autriche-Hongrie.

mais elle existent et elles ont toutes les chances de s'imposer (ainsi la frontière entre l'"entité serbe" et l'"entité croato-musulmane" en Bosnie-Herzégovine, alors qu'il n'y a de frontière réelle ni entre la première de ces entités et la Serbie, ni entre la seconde et la Croatie).

De même, au cours de la guerre, eût-il été plus raisonnable, pour la communauté internationale, de chercher à séparer pacifiquement des communautés qui se sont toujours haïes (les mythes sur la bonne entente des peuples yougoslaves à l'époque de Tito reposent sur la reprise sans critique de la propagande du régime titiste, avec une bonne dose d'idéalisme bien arrosé de mauvaise foi), au lieu de maintenir en coma artificiel des entités mort-nées comme la Bosnie-Herzégovine, ou de maintenir à tout prix, depuis le printemps 1999, la fiction d'une Kosovo appartenant à la Serbie, alors qu'il est indépendant de fait. Après tout, c'est comme cela que l'on a procédé en Pologne et en Tchécoslovaquie en 1945, avec pour résultat que les conflits ethniques ont nettement baissé d'intensité dans cette partie de l'Europe (bien sûr les réfugiés ont souffert — mais moins que les victimes des conflits yougoslaves!). Mais c'était heurter le dogme de l'intangibilité des frontières, risquer de devoir réorganiser l'ensemble des Balkans, affrontant au passage des revendications embarrassantes de la part des Hongrois de Roumanie, des Turcs de Grèce ou des Grecs de Chypre; c'était aussi heurter de front le présupposé, sympathique mais rarement vérifié dans les faits, selon lequel les hommes sont raisonnables et portés à l'amour mutuel lorsque des démagogues ne les excitent pas: présupposé qui vaut peut-être, en cette fin du XXe siècle, pour notre Europe occidentale prospère et traumatisée par la Shoah, mais pas pour les Balkans.

Le conflit en **Slovénie** ne dura qu'une semaine: très vite, l'armée ex-yougoslave, désormais serbe, se consacra à d'autres objectifs plus essentiels pour le projet de "grande Serbie". Fin 1991 et début 1992, elle occupa la plupart des régions de **Croatie** où les Serbes étaient en majorité, plus quelques autres, et les vida de leur population croate: ce fut à cette époque qu'apparut l'expression: "purification ethnique". Puis, en 1993, la guerre gagna la **Bosnie-Herzégovine**, où les Serbes soumièrent Sarajevo à un interminable siège, dans le but de s'emparer de l'essentiel du territoire de la République; les atrocités se multiplièrent de tous côtés, d'autant que parallèlement à la guerre avec les Serbes, les Musulmans (on disait désormais plus volontiers les Bosniaques) affrontaient leurs "alliés" croates en un combat sans pitié.

Finalement, ce furent les États-Unis qui intervinrent en 1994 (sous le couvert de l'O.N.U.), l'U.E. ayant montré son incapacité à agir. Ils réconcilièrent de gré ou de force les Bosniaques et les Croates d'Herzégovine, armèrent et entraînèrent les forces bosniaques et croates (de Croatie et de Bosnie-Herzégovine), et isolèrent diplomatiquement Milosevic. En

quelques semaines au printemps 1995, l'armée croate reconquit l'ensemble des régions de Croatie occupées par les Serbes (et les vida de leur population); les parties en conflit en Bosnie-Herzégovine furent forcées à accepter un règlement de paix qui se traduisait par l'arrêt des combats et une partition de fait de ce pays en deux entités indépendantes de fait, même si les forces d'occupation de l'O.N.U. s'évertuent à relancer la coopération entre elles, sans aucun succès pour l'instant.

Restait le **Kosovo**, que tout le monde avait oublié car le leader des Kosovars, Ibrahim Rugova, avait choisi la résistance non-violente. La situation dans cette région commença à se dégrader en 1997: les indépendantistes modérés commencèrent à être débordés par de plus radicaux, notamment une Armée de Libération du Kosovo (U.C.K.) qui commença à prendre le maquis et à organiser des attentats au début 1998. Dans le même temps, Milosevic était tenté de durcir les positions serbes dans cette région, afin de faire oublier à ses concitoyens l'échec de la "grande Serbie". Début 1999, les Serbes (surtout des miliciens recrutés dans la minorité serbe locale) commencèrent à pousser les Kosovars à l'exil, tandis que la communauté internationale, plus précisément l'O.T.A.N., menaçait d'intervenir pour éviter la répétition des atrocités de Croatie et de Bosnie-Herzégovine qui avaient traumatisé les opinions publiques occidentales. Finalement, les premières frappes aériennes eurent lieu en février 1999; immédiatement et sous ce prétexte, le gouvernement de Belgrade entreprit de vider le Kosovo de l'ensemble de sa population albanophone, c'est-à-dire de 90% de ses habitants, 1.800.000 personnes en tout. Comme l'O.T.A.N. prétendait se contenter de frappes aériennes sur les objectifs militaires et économiques serbes, afin d'éviter des pertes humaines occidentales qui auraient pu aboutir à un retournement des opinions publiques, on put craindre un moment que Milosevic ne parvînt à concrétiser son projet de purification ethnique du Kosovo; finalement, à la suite d'une médiation russo-finlandaise, en mai 1999, le régime de Belgrade céda et le Kosovo fut *de facto* détaché de la Serbie et placé sous protectorat international.

Finalement, en octobre, Milosevic a dû céder le pouvoir à une opposition moins anachronique dans son discours et ses pratiques, sinon moins nationaliste; le nouveau président de la Yougoslavie s'appelle Vojislav Kostunica. L'ensemble des conflits des années 1990 en ex-Yougoslavie aurait fait environ 250.000 morts, dont les quatre cinquièmes en Bosnie-Herzégovine.